

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
17 juillet 2014
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 11 juillet 2014, adressée au Président
du Conseil de sécurité par les Représentants permanents
de l'Australie, des États-Unis d'Amérique et de la France
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Nous nous référons à notre lettre à laquelle est annexé le rapport sur les droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée établi par la commission d'enquête du Conseil des droits de l'homme, qui a été publiée comme document du Conseil de sécurité (S/2014/276).

Ayant coorganisé, le 17 avril 2014, une réunion des membres du Conseil de sécurité selon la formule Arria pour examiner le rapport de la commission, nous avons l'honneur de vous faire tenir ci-joint un document non officiel résumant le débat fort enrichissant qui a eu lieu pendant la réunion (voir annexe).

Nous pensons que le Conseil de sécurité devrait officiellement examiner les conclusions de la commission, selon lesquelles des violations généralisées et systématiques des droits de l'homme ont été commises en République populaire démocratique de Corée, ainsi que les recommandations qu'elle a adressées au Conseil, et envisager les mesures idoines à prendre. Le Conseil devrait, en particulier, examiner les voies et moyens de faire en sorte que les personnes responsables de ces violations répondent de leurs actes.

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe aux membres du Conseil de sécurité comme document du Conseil.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent de l'Australie
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Gary **Quinlan**

L'Ambassadrice,
Représentante permanente des États-Unis
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Samantha **Power**



L'Ambassadeur,
Représentant permanent de la France
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Gérard **Araud**

**Annexe à la lettre datée du 11 juillet 2014 adressée
au Président du Conseil de sécurité par les Représentants
permanents de l'Australie, des États-Unis d'Amérique
et de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Document non officiel

**Réunion du Conseil de sécurité organisée selon la formule
Arria avec la commission d'enquête sur la situation
des droits de l'homme en République populaire
démocratique de Corée**

Le 17 avril 2014, l'Australie, les États-Unis d'Amérique et la France ont organisé une réunion du Conseil de sécurité selon la formule Arria pour examiner le rapport de la commission d'enquête du Conseil des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée^a. Le rapport a été publié comme document du Conseil (S/2014/276).

Le rapport dresse un bilan détaillé et consternant des violations généralisées et systématiques des droits de l'homme qui ont été et continuent d'être commises en République populaire démocratique de Corée. Les conclusions du rapport se fondent sur des récits de première main de victimes et de témoins. Le rapport contient une série de recommandations sur les mesures à prendre immédiatement pour faire cesser ces violations et répondre aux préoccupations soulevées par la commission d'enquête à cet égard, y compris des recommandations adressées spécialement au Conseil de sécurité.

L'objectif de la réunion organisée selon la formule Arria était de rassembler diverses parties prenantes (membres de la commission d'enquête, témoins ayant participé aux activités de la commission, États Membres et membres de la société civile), de façon informelle, pour les informer des conclusions et des recommandations de la commission et pour procéder à un échange de vues sur la manière dont la communauté internationale et, en particulier, le Conseil de sécurité devraient y répondre.

La réunion était coprésidée par le Représentant permanent de l'Australie, l'Ambassadeur Gary Quinlan, la Représentante permanente des États-Unis, l'Ambassadrice Samantha Power et le Représentant permanent de la France, l'Ambassadeur Gérard Araud. Les intervenants invités ci-après ont pris la parole : les trois membres de la commission, Michael Kirby (Président), Marzuki Darusman et Sonja Biserko, et deux témoins qui avaient participé à l'enquête, Shin Donghyuk et Hyongseo Lee.

Le présent document non officiel, élaboré par les Missions permanentes de l'Australie, des États-Unis et de la France, est un résumé, établi par les coorganisateur, des observations faites par les participants à la réunion. Il ne préjuge pas de l'approbation de leur contenu par l'Australie, les États-Unis, la France ou tout autre État Membre. Il est adressé à diverses parties prenantes pour examen plus poussé.

^a A/HRC/25/63. Les conclusions détaillées de la commission d'enquête figurent dans le document de séance publié sous la cote A/HRC/25/CRP.1.

Débat

Les membres de la commission d'enquête ont expliqué qu'ils avaient abordé leur mission avec indépendance et impartialité et sans idées préconçues, l'objectif étant d'assurer la responsabilisation complète des auteurs, en particulier dans les cas où les violations commises peuvent constituer des crimes contre l'humanité. Ils ont indiqué que la gravité, l'échelle et la nature des violations des droits de l'homme qu'ils ont constatées révélaient un État totalitaire unique en son genre dans le monde contemporain.

On estime qu'entre 80 000 et 120 000 personnes sont détenues, sans procès, dans quatre grands camps de prisonniers politiques en République populaire démocratique de Corée et que d'autres languissaient dans d'autres prisons et centres d'interrogation où la torture était une pratique courante. Les femmes qui tentaient de fuir le pays et qui étaient rapatriées de force faisaient l'objet d'humiliations et de violences sexuelles. Outre le contrôle physique exercé sur les citoyens, les autorités de la République populaire démocratique de Corée s'efforçaient également de les contrôler mentalement en recourant à l'endoctrinement systématique de la population dès l'enfance et en réprimant par la violence la liberté de pensée ou d'opinion. La commission a relevé que la République populaire démocratique de Corée avait enlevé, ou fait disparaître par la force, plus de 200 000 personnes du Japon, de la Chine, de la République de Corée et d'autres pays, notamment après la fin de la guerre de Corée.

Bien que la République populaire démocratique de Corée ait rejeté les demandes répétées de la commission d'avoir accès au pays et des contacts avec les autorités, plus de 200 victimes, témoins et anciens fonctionnaires ont fait des dépositions confidentielles devant la commission et 80 témoins ont participé à ses audiences publiques. La commission a soigneusement évalué la crédibilité de chaque témoin et les informations présentées, et elle ne s'est pas seulement fondée sur les dépositions des témoins.

Les membres de la commission ont conclu qu'il y avait des motifs raisonnables pour établir que des crimes contre l'humanité avaient été et continuaient d'être commis en République populaire démocratique de Corée dans le cadre d'une politique d'État. Les crimes contre l'humanité en question comprenaient : détention arbitraire, réduction en esclavage et torture; extermination et meurtre; viol, avortements forcés et infanticide; persécution de groupes fondée sur des motifs politiques, religieux, raciaux et sexistes; disparitions forcées; et pratique inhumaine d'exposition prolongée et intentionnelle à la faim.

Les membres de la commission ont fait valoir que l'histoire a montré que les États qui commettaient ces crimes odieux contre leur propre peuple étaient une source perpétuelle d'instabilité et d'insécurité pour leurs voisins. Ils ont souligné que les auteurs de ces crimes doivent répondre de leurs actes en droit pénal international. La commission a recommandé que le Conseil de sécurité saisisse la Cour pénale internationale de la situation en République populaire démocratique de Corée et qu'il adopte des sanctions ciblées contre les personnes qui portent la responsabilité la plus lourde des crimes contre l'humanité.

Les deux témoins ayant participé à l'enquête, M. Donghyuk et M^{me} Lee, ont parlé des expériences personnelles qu'ils ont vécues en République populaire démocratique de Corée avant de s'échapper comme réfugiés. M. Shin a décrit son

enfance traumatisante dans un camp de prisonniers politiques, où il est né, et a rappelé l'exécution publique de sa mère et de son frère sous ses yeux. Il a rappelé qu'il avait subi la torture dans le camp et expliqué que les gardes avaient plus de considération pour les animaux que pour les prisonniers. M^{me} Lee a aussi rappelé qu'elle avait assisté à des exécutions publiques pendant son enfance et qu'on lui avait appris dès l'école maternelle que les Américains étaient les ennemis des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée et qu'ils les tuaient. Tous les deux ont fermement exhorté la communauté internationale et l'Organisation des Nations Unies à agir face aux violations des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée.

Au cours du débat qui a suivi, les membres du Conseil de sécurité ont félicité la commission pour la qualité exceptionnelle du rapport édifiant qu'elle a établi et ont salué le courage des deux témoins présents. Certains se sont déclarés gravement préoccupés par les horribles violations des droits de l'homme et crimes contre l'humanité exposés dans le rapport. La plupart des membres du Conseil ont instamment demandé à la République populaire démocratique de Corée de respecter les recommandations de la commission et de participer au mécanisme des droits de l'homme des Nations Unies, notamment au prochain examen périodique universel. Les membres du Conseil ont souligné combien il importait d'établir les responsabilités pour les violations des droits de l'homme commises en République populaire démocratique de Corée et plusieurs ont souscrit à la recommandation de la commission tendant à ce que le Conseil saisisse la Cour pénale internationale de la situation en République populaire démocratique de Corée ou ont indiqué que cette recommandation méritait d'être examinée par le Conseil. La recommandation tendant à adopter des sanctions ciblées contre les personnes qui portent la responsabilité la plus grande des crimes contre l'humanité a aussi reçu l'appui de certains membres du Conseil. En outre, certains membres ont proposé que soit inscrit à l'ordre du jour du Conseil un point relatif aux droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée et que le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme présente régulièrement au Conseil des exposés sur la situation des droits de l'homme dans ce pays. Ils ont exprimé leur appui à la décision du Conseil des droits de l'homme de proroger le mandat du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée, ainsi qu'à la demande que la commission a adressée au Haut-Commissariat aux droits de l'homme d'accroître son appui au Rapporteur spécial. Les membres du Conseil ont aussi approuvé la recommandation tendant à créer une structure ayant une présence sur le terrain pour renforcer le suivi et la collecte de données sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée afin de contribuer à l'établissement des responsabilités. Plusieurs États non membres du Conseil ont aussi exprimé leur appui à cette action de responsabilisation.